

Tarshis, Lorie. *World Economy in Crisis : Unemployment, Inflation and International Debt*. Toronto, James Lorimer and Company, Coll. « The Canadian Institute for Economic Policy Series », 1984, 203 p.

Samir Saul

Volume 16, Number 3, 1985

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701899ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701899ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Saul, S. (1985). Review of [Tarshis, Lorie. *World Economy in Crisis : Unemployment, Inflation and International Debt*. Toronto, James Lorimer and Company, Coll. « The Canadian Institute for Economic Policy Series », 1984, 203 p.] *Études internationales*, 16(3), 675–677. <https://doi.org/10.7202/701899ar>

montrer l'impossibilité de jugements hâtifs ou catégoriques.

Jean-René CHOTARD

*Département d'histoire
Université de Sherbrooke, Canada*

TARSHIS, Lorie. *World Economy in Crisis: Unemployment, Inflation and International Debt*. Toronto, James Lorimer and Company, Coll. "The Canadian Institute for Economic Policy Series", 1984, 203 p.

C'est un ouvrage de double nature que donne l'économiste Tarshis, universitaire et ancien directeur de l'*Ontario Economic Council*. Il s'agit, d'une part, d'une explication des mécanismes de la crise économique des dernières années et, d'autre part, d'un ensemble de recommandations pour la conjurer. D'où le style franchement didactique, empruntant au genre du manuel, que l'on retrouve au début, et qui fait place ultérieurement à la forme du plaidoyer.

Qu'il soit dit au départ que tout l'ouvrage, autant dans l'analyse que dans les conclusions, est conçu dans la perspective d'un keynésianisme de bon aloi. C'est d'une intervention accrue de l'État que l'auteur attend une sortie de la crise; c'est par la stimulation de la demande qu'il espère provoquer une relance de la production. Par conséquent, il se trouve à critiquer les politiques restrictives mises en oeuvre par les gouvernements occidentaux depuis 1981. Défense pondérée et cohérente de la position expansionniste, l'ouvrage constitue fatalement un révélateur des faiblesses des solutions keynésiennes classiques et de leur inadéquation aux spécificités de la crise économique actuelle. Les insuffisances résident aussi bien dans ce qui est proposé que dans certaines considérations laissées sous silence. Il est dommage que l'esprit généreux qui traverse les recommandations ne puisse servir de base à des politiques macroéconomiques concrètes. Nous y reviendrons.

L'ouvrage livre tout d'abord un exposé général de l'économie mondiale et des origines de la crise qui l'étreint. Le souci de l'auteur est de voir la faible reprise de 1983 se transformer en un processus menant à une

prospérité véritable. Rétrospectivement, la croissance des années de l'après-guerre paraît reposer sur des éléments qui ne pouvaient que se diluer sans l'intervention de forces contraires (p. 3). Parmi ces éléments se trouvent: la reconstruction de l'Europe, les dépenses militaires de la guerre froide, les dépenses sociales des gouvernements, la modération de l'inflation en raison, 1) de la faiblesse des prix des matières premières, résultat de l'application des techniques nouvelles et source de termes de l'échange plus favorables aux pays développés; 2) de l'amélioration de la productivité des facteurs et la stabilité du système monétaire international. La demande, longtemps insatisfaite, se manifeste et bénéficie du soutien des gouvernements tout dévoués au modèle keynésien.

Le métier des autorités se résumait à manier les instruments budgétaires, monétaires et fiscaux à leur disposition, contradictoirement selon les besoins du moment. Il leur suffisait d'atténuer la progression du pouvoir d'achat et d'accroître le chômage pour éviter les surchauffes inflationnistes, ou de faire l'inverse pour contrecarrer toute hésitation dans le rythme de la croissance. De fait, avec cette boîte à outils fort simples, ils réussissaient à surmonter des difficultés qui ne pouvaient être que passagères.

Depuis la fin des années 1960, ces méthodes s'avèrent inopérantes dans un contexte de stagflation, car la relation inverse entre l'inflation et le chômage ne se vérifie plus. Quelles que soient la situation et les politiques anticycliques, inflation et chômage tendent à avancer parallèlement. De lois de blocage des salaires et des prix, en politique de relance, la stagflation s'installe. Mal nouveau, elle reste rebelle aux remèdes keynésiens et ne s'efface ni devant les stimulants ni devant les tranquillisants fiscaux, monétaires et budgétaires.

L'auteur attire l'attention sur les liens étroits qui rattachent ces difficultés entre elles. Il insiste avec justesse sur les rapports réciproques existant entre les problèmes économiques intérieurs d'un pays et l'influence de la conjoncture internationale. Tout traitement doit tenir compte de l'ensemble des symptômes, sous peine de subir l'annulation de l'un ou de

plusieurs de ses effets. Plus d'un tiers de l'ouvrage est consacré à trois chapitres touchant le déséquilibre de la balance des paiements internationaux depuis l'abandon des taux de change fixes, les dangers de l'endettement international, et le gonflement des actifs en eurodollars.

L'auteur démontre très pertinemment que l'excès de la demande par rapport à l'offre n'est pas la seule cause de l'inflation, comme certains ont cru. Au cours des dernières années, ce sont les défaillances de l'offre qui ont fait subir aux prix des pressions à la hausse, par suite de divers "supply shocks" (prix du pétrole, mauvaises récoltes, dépréciations monétaires, chute de la productivité) (pp. 120-121). Les gouvernements, en augmentant les impôts et les taxes dans l'espoir d'enrayer l'inflation, n'ont fait qu'ajouter aux prix, à diminuer l'offre et à maintenir l'inflation. Si le taux d'inflation a diminué, c'est une conséquence de la restriction monétaire, amenant à sa suite la dépression et le chômage.

Tarshis souhaite, au contraire, ralentir l'inflation "*supply-induced*" par la réduction des charges qui entrent dans les prix de revient; par des accords tripartites entre travailleurs, patronat et gouvernement au sujet des salaires, des prix et des politiques de croissance respectivement; par la baisse des taux d'intérêt; et par la coordination des efforts des diverses économies (pp. 130-133). La demande globale doit être augmentée par les moyens les moins inflationnistes. L'auteur affirme qu'il n'y a aucune preuve ou argument théorique pour croire qu'un déficit du budget de l'État engendre des taux d'intérêt élevés ou qu'il accélère l'inflation. Il en prend pour illustration la situation de 1943 et 1944 aux États-Unis. Plus que le déficit du gouvernement fédéral canadien, c'est la dette totale, publique et privée, et son rapport à la masse monétaire qui influence directement les taux d'intérêt (pp. 82-83).

Ces remèdes peuvent-ils être efficaces? Cela reste problématique et les keynésiens paraissent se tromper de crise. Valables autrefois, ces méthodes ne le sont plus aujourd'hui du fait des changements dans les conditions générales de l'économie. Il fait défaut à cette

analyse la prise en compte de deux facteurs fondamentaux: la rentabilité et la nouvelle configuration de l'économie internationale.

Si la question centrale des crises et des récessions antérieures se réduisait à développer le marché afin de répondre aux progrès de la production, c'est que la croissance de la production était rentable. Il s'agissait alors d'élaborer les moyens de jumeler à la production une consommation correspondante, par les divers programmes de maintien du pouvoir d'achat. Les crises de rentabilité étaient synonymes de crises de surproduction qui trouvaient leur résolution dans le domaine de la réalisation.

Il n'en est plus ainsi. Plus que dans la demande, la crise se situe au cœur même de l'offre. La base de la croissance des années de l'après-guerre, à savoir la progression rapide forte de la productivité du travail par rapport aux salaires réels, se trouve ébranlée. L'érosion des profits en est la conséquence. À l'épuisement des effets du « fordisme » s'ajoutent la clôture de l'époque des matières premières bon marché et l'aiguïsement de la concurrence internationale suite au rattrapage effectué par les économies dévastées par la guerre de 1939-1945. L'on s'accorde que les technologies de pointe (informatique, robotique, etc.), bien qu'elles soient de nature à freiner l'élévation des coûts, ne pourront, contrairement aux économies d'échelle de l'après-guerre, provoquer les gains de productivité nécessaires à l'envol de la grande production de masse. Intervenant moins dans la sphère de la production que dans celle de la circulation, leur résultat serait de rendre abordable ce qui pourrait ne plus l'être, sans pour cela entraîner de bond significatif du volume produit. On produira peut-être autant que jadis mais relativement plus cher et avec une main-d'oeuvre moindre.

Correspondant au plafonnement relatif de la production de masse, la consommation de masse entre aussi, à n'en pas douter, dans une phase d'atonie. Proche de la saturation, le marché des biens durables – le pivot des années de la croissance – est soutenu en premier lieu par le remplacement du parc. La reprise

de l'industrie de l'automobile en 1983-1984 n'a d'autre cause que l'assouvissement de la demande comprimée depuis 1981. Quant à l'avenir, les doutes ne sont pas levés. Il faut reconnaître que le modèle de consommation des années 1960 est remis en question. À la consommation de masse semble se substituer une autre, plus différenciée, plus coûteuse, reflétant la fragmentation des marchés. La rentabilité, frappée dans la sphère de l'offre, n'est pas secourue dans celle de la demande.

Les crises antérieures, dénouées dans un contexte favorable aux moyens keynésiens, ont engendré un endettement phénoménal à tous les niveaux. Renvoyée dans le domaine financier, leur résolution n'a été que différée. De sorte que le poids des diverses dettes est devenu lui-même un élément de la crise et un facteur de stagflation. L'auteur, conscient qu'un pays ne peut isolément élever le pouvoir d'achat sans être inondé d'importations, préconise une entente internationale pour la relance. Est-ce réaliste, compte tenu de la concurrence ?

D'autre part, les gouvernements n'ont pas renoncé aux déficits budgétaires, à supposer qu'ils le pourraient. Celui des États-Unis, entretenu par les dépenses militaires, établit le rythme. La flambée des taux d'intérêt, la montée du dollar et la contraction de la masse monétaire américaine n'avaient pas uniquement pour objectif d'abaisser le taux d'inflation. On le perçoit mieux aujourd'hui, alors que l'inflation a diminué plus rapidement que les taux d'intérêt. Il s'agit surtout d'attirer des liquidités étrangères comme contribution au financement du déficit et de l'industrie militaire, désormais nettement plus rentable que celles des biens d'équipement et de consommation. Ces dernières sont appelées à se débrouiller car les ressources de l'État ne sauraient être accordées que sélectivement. Il en va de même dans les autres économies occidentales, à cette exception que les États-Unis supportent d'énormes déficits commerciaux et se laissent évincer de secteurs économiques entiers sans subir de dépréciation du dollar ou de balance défavorable de leurs paiements. Aucun gouvernement ne tourne le dos à la composante budgétaire du keynésianisme,

sauf que le keynésianisme intégral de la croissance fait place à un autre, celui de la stagnation, ciblé sur l'industrie militaire aux États-Unis, mais pratiqué au cas par cas ailleurs. La dépression de 1981-1982 n'aura été, à cet égard, que le levier pour opérer un nouveau partage des tâches sur le plan international, une nouvelle structuration des économies occidentales.

Samir SAUL

*Département d'histoire
Université de Montréal*

DÉVELOPPEMENT ET ASSISTANCE INTERNATIONALE

INSTITUT DU FMI. *Analyse et programmation financières: Application à la Côte d'Ivoire*. Washington (D.C.), Fonds Monétaire International, 1984, 384 p.

L'ouvrage intitulé: *Analyse et programmation financières: application à la Côte d'Ivoire* est l'une des études de cas utilisées par le FMI dans le cadre de son cours d'analyse et de politiques financières offert aux responsables de l'élaboration de programmes cohérents dans les pays en développement, et en tant que telle cette étude constitue un manuel extrêmement précieux sur le plan pédagogique.

Tout d'abord, ce manuel procède à une analyse des aspects économiques et financiers ainsi que du cadre institutionnel des principaux champs économiques du pays: production, monnaie, finances publiques et balance des paiements. Ensuite, l'analyse se prolonge par des travaux pratiques et enfin celle-ci s'achève par une série de réflexions sur des problèmes afférents à la question financière.

Après un bref aperçu historique, les travaux pratiques, qui ont pour base les données officielles de la Côte d'Ivoire, en 1979, vont porter dans une première section sur le traitement des statistiques et dans une deuxième sur la prévision selon les étapes suivantes:

Les chapitres 3 à 6 de la première section ont pour objet l'établissement de relations entre agrégats significatifs et le façonnement